

rieux du point de vue de la démocratie et du point de vue des droits de l'Homme.

RV : Comment voyez-vous ce qu'on appelle le libertarisme, une idéologie souvent soutenue par des riches qui font un lien démesuré entre le pouvoir économique individuel et la vraie liberté?

PL : Je cite souvent à mes étudiants une phrase tout à fait capitale de **Lacordaire***, qui a écrit : «Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit». Je crois que c'est un point extrêmement important. Si vous prêchez seulement la liberté du fort, le faible risque d'être écrasé. C'est pour cela que, dans un régime démocratique respectueux des droits de l'Homme, il est essentiel d'avoir des contrôles du pouvoir. Aujourd'hui, une des grandes urgences, c'est de contrôler le pouvoir économique et financier qui est souvent excessif, qui est beaucoup plus grand que le pouvoir politique.

RV : Comment peut-on freiner ce pouvoir?

PL : Premièrement, je crois qu'on a perdu l'équilibre et que le

RV : Avez-vous rencontré des responsables de multinationales prêts à prendre leurs responsabilités?

PL : Ça commence très modestement par l'élaboration de codes de bonne conduite. Ceci peut être un premier pas, de même qu'on a développé des instruments juridiques, au niveau européen, contre la corruption, au civil et au pénal. Il doit de plus en plus être admis qu'un responsable de multinationale peut être responsable de crimes, de violations des droits de l'Homme : ils ne peuvent plus agir dans l'impunité.

Il faut aussi que le pouvoir politique prenne ses responsabilités à l'égard de ce pouvoir économique, et que le profit ne soit pas le seul critère. Il y a d'autres critères, moraux, éthiques et juridiques qui doivent être respectés.

Jusqu'à présent, on a vu que le libre-échange, l'intégration économique ont augmenté la richesse, mais la richesse globale! Les inégalités ont augmenté, même dans le cadre européen. Des fossés se creusent entre riches et pauvres et entre pays riches et pays pauvres.

Il doit de plus en plus être admis qu'un responsable de multinationale peut être responsable de crimes, de violations des droits de l'Homme : ils ne peuvent plus agir dans l'impunité.

pouvoir économique et financier est très largement non contrôlé. Le pouvoir politique, par contre, est devenu faible. Il est essentiel de renforcer le pouvoir politique en tant que pouvoir des citoyens à tous les niveaux, non seulement au niveau local, régional, national, mais aussi au niveau mondial. De plus en plus, les décisions économiques et financières importantes se prennent dans des enceintes où la voix des citoyens est absente. Il faut que le pouvoir politique, en tant que pouvoir des citoyens, soit vraiment aux commandes, ce qui n'est plus le cas.

Il y a une réflexion sérieuse sur les acteurs nonétatiques des droits de l'Homme. Je vous cite un exemple : on constate très souvent que les sociétés multinationales sont responsables de graves violations des droits de la personne. Les sociétés multinationales sont souvent en collusion avec un pouvoir politique répressif et contribuent même à l'arsenal répressif de ce pouvoir, notamment en Afrique, mais aussi dans d'autres parties du monde. Il faut reconnaître que les multinationales doivent respecter des règles au niveau des droits de l'Homme.

RV : Quelle est l'utilité en soi d'accroître la richesse?

PL : La richesse doit être équitablement répartie à l'intérieur des pays, mais aussi à l'échelle mondiale. Je m'occupe maintenant du Cambodge, qui est un des pays les plus pauvres du monde. Là, vous voyez l'écart entre un pays misérable et la richesse d'autres pays, et également le fossé entre une petite minorité de gens, qui deviennent riches très rapidement, et la masse de la population qui s'enfoncé malheureusement dans la pauvreté. Je crois qu'il est très important de le dire, parce qu'il existe un discours qui dit le contraire et qui est faux.

On a entendu ce type de discours à l'OMC : il affirme que la marée montante soulève tous les bateaux, grands et petits, en même temps. Donc, que tous les pays, grâce à la mondialisation et au libre-échange, vont participer à la richesse. L'expérience prouve que cette image est fautive. Les petits bateaux ne se soulèvent pas comme les grands avec la marée de la mondialisation. J'ai étudié ceci, il y a des chiffres à l'appui : la part des pays les plus pauvres dans le commerce mondial est en train de diminuer.

Des penseurs...

Sympathique...

■ **Karl Popper** (1902-1994)
Penseur viennois, auteur de *La Société ouverte et ses ennemis* (Le Seuil, 1979). Pionnier de la philosophie de la science (épistémologie). Fuit le nazisme, enseigne à Londres et en Nouvelle-Zélande. Critique Platon en tant qu'adepte de l'ordre totalitaire.

Intrigant...

■ **Lacordaire, Jean-Baptiste** (1802-1861) – Religieux dominicain, penseur, orateur, politicien et journaliste français. Participe à la révolution de 1848, avocat de la liberté d'expression, défenseur de causes sociales, il entame une ligne de pensée qui concilie le catholicisme et le libéralisme.

Inquiétant...

■ **Francis Fukuyama** – Politologue américain qui affirme, dans *La Fin de l'histoire* (1989), que l'échec du système communiste met un terme aux conflits dialectiques, le capitalisme libéral prédominant partout.

■ **Friedrich von Hayek** (1889-1992) – Prix Nobel d'économie (1974), né à Vienne, actif en Angleterre et aux États-Unis après 1931, fort prisé par les pamphlétaires néo-

libéraux. Adversaire doctrinal de John Maynard Keynes, il prône un rôle minime pour l'État, au nom de la liberté individuelle. Il met sur pied, en 1947, la Société du Mont-Pèlerin (Suisse) qui compte aujourd'hui 5 000 membres.

Franchement dangereux...

■ **Carl Schmitt** (1885-1988)
Juriste allemand totalitaire et anti-sémite, en voie de réhabilitation par des philosophes